

Le lundi 7 novembre 2016, les Grandes Conférences Catholiques ont reçu un invité exceptionnel pour la première soirée de leur saison 2016-2017. Devant une salle Henry Le Bœuf archi-comble, au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles, S.A.R. le Grand-Duc Henri de Luxembourg y a donné une conférence sur la manière dont la "Maison de Luxembourg a accompagné l'intégration européenne depuis ses débuts." Cette intervention rare a été suivie par une allocution du Comte Herman Van Rompuy, ancien Président du conseil européen, sur les défis actuels et l'avenir de l'Europe.

La soirée de rentrée des Grandes Conférences Catholiques avait pour thème : "Souvenirs d'une dynastie au sujet de la construction européenne".

Après avoir évoqué, avec émotion, le souvenir de sa Mère la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, sœur aînée de feu Sa Majesté le Roi Baudouin de Belgique, Son Altesse Royale le Grand-Duc Henri de Luxembourg a partagé avec l'assistance le sentiment aigu de la responsabilité qu'il éprouvait à intervenir dans le cadre des Grandes Conférences Catholiques. *"J'avoue avoir longuement hésité avant d'accepter"*, a indiqué le Grand-Duc, *"car le rôle naturel d'un monarque constitutionnel n'est pas de tenir une conférence publique, avec sa part de propos personnels qui pourraient, le cas échéant, être mal interprétés."* Il a ensuite déclaré espérer néanmoins pouvoir répondre au défi qu'elle s'était donné à elle-même, *"à la mesure de la retenue due à (sa) fonction"*, ce qu'il a effectivement brillamment réussi.

Le Grand-Duc Henri est ensuite entré dans le vif du sujet, exprimant le désir de *"montrer comment la dynastie de la Maison de Luxembourg a accompagné l'intégration européenne depuis ses débuts"*. Dans ce but, il a estimé *"judicieux de conter l'histoire d'une fidélité à travers les règnes et les décennies, parce que le présent s'explique souvent par le passé."*

Alors que, *"à la base, le monarque incarne le fait national et l'Etat, délimité dans ses frontières"*, a poursuivi Henri de Luxembourg, il s'avère que, dans l'Histoire européenne récente, les monarchies *"ont été le plus souvent vectrices de tendances internationales et européennes"*, ce qui peut s'expliquer *"par les traditions d'échanges, au-delà des frontières, et les conceptions d'ouverture au monde extérieur"* qui ont marqué leur cheminement.

"La Grande-Duchesse saisit très rapidement la portée de la construction européenne pour son pays, comme pour la stabilité du continent"

Décrivant ensuite le rôle précurseur de la Grande-Duchesse Charlotte, qui a régné de 1919 à 1964, à l'endroit de la construction européenne, le monarque a indiqué que cette complicité *"la Grande-Duchesse saisit très rapidement la portée de la construction européenne pour son pays, comme pour la stabilité du continent"*.

Pendant son exil à Londres et aux Etats-Unis, au cours de la deuxième Guerre mondiale, la Grande-Duchesse fut très proche du président américain Franklin Roosevelt. Le Grand-Duc Henri a alors expliqué qu'*"elle joua un rôle actif aux Etats-Unis pour stimuler l'effort de guerre des Américains. A la demande du président américain, elle participa pleinement à la campagne pour que les Etats-Unis entrent en guerre contre les puissances de l'Axe. Ses tournées à travers le pays marquèrent l'opinion publique."*

La Grande-Duchesse appelé par ailleurs les Luxembourgeois *"au courage et à la résistance devant l'envahisseur, dans des messages radiodiffusés depuis Londres (qui) ont eu un retentissement considérable dans la population."*

Les années de guerre amena le gouvernement du Grand-Duché à réorienter fondamentalement les bases de sa diplomatie, renonçant à sa politique traditionnelle de neutralité. Dès 1942, Joseph Bech,

alors Premier ministre, dans un discours prononcé à Londres, évoqua l'ordre européen d'après-guerre, *"fait d'étroite coopération entre les Etats et dont l'Allemagne ferait partie intégrante"*. Il déclara alors notamment: *"Nous sommes prêts à renoncer à notre souveraineté nationale dans la même mesure où la nouvelle structure internationale l'exigera des nations européennes dans l'intérêt de tous."*

Et le Grand-Duc Henri de poursuivre: *"Alors que rien ne garantit encore que l'approche communautaire conduira au succès, la Grande-Duchesse Charlotte ne fait pas mystère de son attachement à la cause européenne. (...) Son mérite est d'avoir accompagné la transition de l'esprit de Résistance vers l'idée européenne à un moment où les plaies ouvertes de la seconde Guerre mondiale sont encore béantes."* Après la guerre et les exactions nazies, Le peuple luxembourgeois accepta de tourner la page très rapidement, et *"l'autorité morale de Charlotte était essentielle pour l'acceptation de cette réconciliation parmi la population."*

Le Grand-Duché de Luxembourg et les débuts de la construction européenne

Le Grand-Duc Jean de Luxembourg, qui succéda à Charlotte en 1964, vécut également l'exil au cours de la guerre, et s'étant engagé dans l'armée britannique, il participa au débarquement en Normandie puis à la Libération de la Belgique et de son pays. Pour lui, témoigne Henri de Luxembourg, *"les premiers pas de l'Europe communautaire restent également un moment très positif et profondément ancré dans ses souvenirs."*

La mise en œuvre de la déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950 marqua une rupture fondamentale dans l'Histoire du Luxembourg. En effet, a souligné le Grand-Duc Henri, *"les débuts de l'intégration européenne s'avèrent être rapidement une sorte d'assurance-vie pour un Etat qui n'avait jamais été réellement assuré de sa survie depuis sa création en 1815."* *"La stabilité des frontières et le maintien des Etats"*, a-t-il insisté, *"sont des conquêtes très récentes, même dans nos contrées"*.

Le monarque s'est ensuite arrêté à la responsabilité particulière des six Etats-membres fondateurs de l'Union européenne. Parmi ces Etats, le Luxembourg accueillit les premiers pas de la construction européenne avec l'installation, sur son territoire, de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, en juillet 1952, lors d'un sommet mémorable à Paris. Déjà à l'époque, la question du siège des institutions était épineuse.

La cohabitation entre la population autochtone et les nouveaux arrivants se passe bien, et *"la famille grand-ducale contribue à assurer l'insertion des 'Européens' dans la vie sociale du pays"*, a relaté le Souverain. *"Intervenant en 1990 devant le Parlement européen à Strasbourg"*, poursuit-il, *"le Grand-Duc Jean évoque cette fierté particulière de ses compatriotes d'avoir été associés dès le départ au processus européen et le fait que Robert Schuman soit né et ait vécu sa jeunesse à l'ombre de leur capitale."*

La foi européenne du Grand-Duc Jean

Le traité de Rome de 1957, dont un des inspirateurs principaux était le Belge Paul-Henri Spaak, lance l'Europe sur de nouvelles bases avec la Communauté européenne. Lieutenant-représentant dès 1961, Grand-Duc en 1964, Jean vit de près les transformations radicales du projet européen.

Pour le siège de Luxembourg, les implications sont importantes. *"Dans les années 60"*, indique son Altesse Royale, *"la plupart des institutions communautaires prennent le chemin de Bruxelles. Luxembourg demeure cependant un siège incontournable. En effet le Premier ministre Pierre Werner, qui est arrivé aux affaires en 1959, convainc ses partenaires d'y regrouper les organismes à caractère"*

juridictionnel autour de la Cour de justice et à caractère financier, avec la Banque européenne d'investissement et la Cour des comptes."

Le Grand-Duc a évoqué ensuite la remise du prix Charlemagne à son père, à Aix-la-Chapelle, le 8 mai 1986, qui fut est un moment exceptionnel. Le Grand-Duc Jean se vit décerner le prix "*au nom du peuple luxembourgeois tout entier pour ses mérites dans l'intérêt de la cause européenne*". Le discours qu'il prononça à cette occasion, en tant que chef d'Etat, permit à Jean de Luxembourg "*de témoigner de sa foi européenne.*"

"*Aujourd'hui encore*", a témoigné le monarque, "*la foi européenne de mon père est intacte. Il a eu cette belle phrase il y a quelques jours à Fischbach, où il réside : 'la dynastie luxembourgeoise a profondément partagé l'idéal pro-européen de la population, mais peut-être la population a-t-elle aussi partagé l'idéal pro-européen de la dynastie ?'*"

La position privilégiée du Luxembourg

Le Grand-Duc Henri a également tenu à souligner son propre attachement au projet européen. "*Pour moi qui appartiens à cette génération heureuse de l'après-guerre et qui ai grandi avec l'idée de l'intégration européenne*", a-t-il dit, "*la transmission des valeurs familiales a été de première importance. Ce que vos parents, vos grands-parents vous transmettent comme enseignement alors que vous êtes enfant, vous l'absorbez comme une éponge. Votre propre cheminement en est marqué pour toujours. Je me souviens de nombreuses discussions, de repas, de rendez-vous officiels et informels, qui m'ont rapproché de la cause européenne dès le plus jeune âge.*"

"*Lorsque je suis devenu chef de l'Etat en l'an 2000*", a poursuivi son Altesse Royale, "*mon premier geste a été d'effectuer une visite à Paris, suivie immédiatement après d'une visite à Berlin, façon de démontrer que les relations avec nos deux grands voisins demeurent la pierre angulaire de notre diplomatie et que le Luxembourg pouvait toujours apporter quelque chose au dialogue franco-allemand, si essentiel à l'Europe.*"

Le Grand-Duc n'a cependant pas hésité à poser la question suivante: "*Ce rôle du Luxembourg comme intermédiaire correspond-il encore à la réalité des choses ? N'est-il pas un peu surfait ?*". A cette question, le chef de l'Etat du Luxembourg a répondu comme suit: "*Il est frappant de constater que (...) les différences de mentalités ou de conceptions économiques entre la France et l'Allemagne demeurent. L'art du compromis, qui est la seule méthode viable pour faire avancer l'Europe, rehausse le rôle de ceux qui sont à même de comprendre leurs interlocuteurs et de formuler des propositions concrètes. A cet égard, la position privilégiée du Luxembourg reste toujours d'actualité.*"

La voix de l'Europe

Le Grand-Duc Henri a conclu son intervention en soulignant quelques difficultés que traverse actuellement l'Union européenne, mais également sa confiance en son avenir. "*La situation actuelle de l'Europe n'est pas des plus simples*", a-t-il dit sans ambages.

Aux funérailles du président Shimon Pérès, Prix Nobel de la Paix, alors que les principaux dirigeants européens étaient réunis à Jerusalem, aucun d'entre eux ne fut pourtant invité à prendre la parole, celle-ci étant réservée aux présidents Obama et Clinton. Ce fait symbolique a fortement interpellé le monarque.

Evoquant enfin les "*crises sérieuses et graves*" que traversent l'Union européenne depuis ses origines jusqu'à nos jours, Henri de Luxembourg a souligné le fait que, si ces crises "*semblent bloquer le*

processus ou peut-être même le remettre en cause, (...) à chaque problème, des solutions sont finalement trouvées."

Ainsi, "ces crises (...) sont d'abord des opportunités. Elles nous permettent de nous remettre en question, de revoir notre copie et d'aller de l'avant. Un peu comme l'enfant qui apprend à marcher, qui tombe et se relève avant de pouvoir rester debout. Je suis convaincu que nos opinions publiques ne demandent qu'à être ré-enchantées et qu'il suffirait d'une étincelle pour que l'idée européenne retrouve sa force mobilisatrice."

"Notre Europe"

A la suite l'intervention du Grand-Duc Henri, le Comte Herman Van Rompuy, ancien président du Conseil européen, a pris la parole à son tour, sur le thème de ce qu'il a appelé d'emblée "notre Europe". Après avoir rendu hommage au Grand-Duc Henri pour son sens du devoir, c'est-à-dire de *"de l'intérêt général, qui d'ailleurs n'est plus uniquement national mais qui est devenu de plus en plus européen"*, Herman Van Rompuy a donc voulu évoquer l'Europe, *"celle que la Belgique et le Luxembourg ont créé ensemble à travers des hommes remarquables."*

Du côté belge, il a cité Paul-Henri Spaak, Jean Rey, Leo Tindemans, Wilfried Martens et Jean-Luc Dehaene, qui ont fréquenté les grands acteurs luxembourgeois, tout en insistant sur l'importance de ne *"jamais oublier l'histoire"*, sans quoi on risque de céder au "court-termisme", *"qui ne mène à rien."* *"C'est la fin du progrès"*, a alors ajouté l'ancien Président du Conseil européen, *"parce que l'absence de la mémoire nous ferait commettre les erreurs et même les crimes du passé."*

Le Comte Van Rompuy a ensuite regretté le procès que certains intentent à l'Union européenne, en mentionnant la bureaucratie et la surréglementation "bruxelloise", ou le coût des institutions européennes. Sans nier les problèmes, qui selon lui ne sont cependant pas propres à l'Union, il a regretté qu'on ait *"oublié les valeurs fondamentales sur lesquelles l'Union est construite: la paix et la démocratie."*

Les valeurs personnalistes sont centrales a dit le chrétien-démocrate Herman Van Rompuy, *"parce que l'homme est la mesure de toute notre action, parce qu'on aime l'homme, l'humain."* *"Le monde nous envie toujours notre modèle de vivre ensemble"*, a-t-il continué, et *"le monde ne comprend pas que l'on quitte cette œuvre de paix et de démocratie. On confond l'essentiel et le superflu. Ou pire: on se leurre quand on pense que dans la mondialisation on peut garder le 'contrôle' de son avenir soi-même."* Au contraire, *"l'interdépendance est devenue la règle et c'est une bonne chose. L'interdépendance est une garantie pour la paix."*

Pour une régulation, sans protectionnisme

Herman Van Rompy a ensuite insisté sur le fait que l'on ne peut se fier aux seules forces du marché. *"On a vu lors de la crise bancaire qu'il faut un pouvoir compensatoire qui surveille les institutions financières sur le plan européen, voire mondial"*, a-t-il souligné à ce propos. *"Et on a agi"*, a-t-il défendu, *"on a une Union bancaire."* Par ailleurs, *"il faut des accords européens et mondiaux pour freiner le réchauffement de la planète et donc assurer notre survie. Le marché doit être corrigé pour qu'il soit au service de l'intérêt général, qui n'est plus uniquement national."*

L'ancien Premier ministre belge a ensuite indiqué qu'il faut aussi respecter des règles qui garantissent l'équité. *"Il faut combattre le dumping social, commercial et fiscal. Il faut protéger sans tomber dans le protectionnisme"*, qui a renforcé la crise des années trente et a provoqué la guerre.

En réponse à l'inquiétude des citoyens, face aux forces aveugles d'un capitalisme brutal, "*l'Union européenne agit*" a insisté Monsieur Van Rompuy, "*elle combat le dumping social, mais elle doit le faire davantage*". L'Union a lancé la guerre contre la fraude et l'évasion fiscale internationale grâce au transfert automatique des données financières aux administrations fiscales. "*La Commission s'attaque aux très grandes entreprises qui échappent dans certains cas quasiment à toute taxation. Oui, l'Europe reste ouverte, mais en même temps elle protège. Cela fait partie du modèle européen.*"

Migration et mondialisation

"*La migration fait partie de la mondialisation*", a ensuite indiqué Herman Van Rompuy, prolongeant son analyse de la situation européenne actuelle. La migration "*est d'ailleurs de tous les temps*", a-t-il rappelé, "*nous sommes tous des migrants, pourtant on l'a oublié!*". Il a cependant également insisté sur la nécessité de respecter les lois, nationales et internationales, par rapport à la problématique de la migration, et sur le fait que l'on doit tenir compte de la capacité d'absorption de nos sociétés.

"*C'est un équilibre difficile à trouver et à garder*", a-t-il souligné, "*entre une société fermée et homogène (comme certains Etats veulent maintenir), et des 'frontières ouvertes'; entre 'ouvrir son cœur' pour la misère de nos frères et sœurs, et l'intégration dans nos sociétés. C'est le grand défi pour l'Europe de demain.*" En Europe, a dit ensuite Monsieur Van Rompuy, la civilisation basée sur des valeurs publiques telles que : la démocratie politique, l'Etat de droit, l'égalité entre homme et femme, la séparation des Eglises et de l'Etat, la non-discrimination, les libertés fondamentales d'expression et de conviction. "*Ces valeurs ne sont pas négociables*", a-t-il ajouté, mais "*autour de cette civilisation unique il y a place pour la diversité. Différentes cultures, religions et convictions peuvent graviter autour de cette même civilisation. Entre elles doit s'installer et se développer le dialogue – la base de tout vivre ensemble.*"

Cela implique aussi que l'on doit combattre ceux qui refusent le dialogue, et qui sont des forces de destruction et de mort.

Sur ce thème, Herman Van Rompuy a conclu en disant que la migration est inévitable en Europe, quand on sait que la population européenne, sans migration, perdra des dizaines de millions d'habitants. Cependant, elle ne peut être chaotique et laissée au libre jeu du "marché" des trafiquants d'hommes et de femmes. "*Nous ne pouvons pas nous permettre de devenir une forteresse, mais nous devons reconquérir le contrôle de nos frontières externes. La crise des réfugiés de guerre de 2015-2016 nous a fait avancer dans cette voie.*"

Ni nostalgie, ni angélisme

"*L'Europe de demain sera une Europe qui ne se laisse pas enfermer dans ce dilemme entre une société ouverte et une société fermée, entre 'espace' (space) et lieu (place), entre le peuple du 'web' et le peuple du 'wall' - comme on le remarque en Amérique et au Royaume-Uni.*" C'est par cette phrase très imagée que le Comte Herman Van Rompuy a entamé la dernière partie de son discours.

Un tel dilemme, a-t-il insisté, "*mène à la polarisation, à l'agressivité, à la violence et à la haine*", polarisation qui risque de miner nos démocraties. Au lieu de ce dilemme, "*il faut une nouvelle synthèse. Il faut des ponts entre ces deux pôles*". Il faut une "Europe des résultats", précisément dans les domaines qui font peur: "*l'instabilité financière, l'immigration incontrôlée, le terrorisme, les changements climatiques, le dumping social, commercial et fiscal, et les inégalités criantes.*" Ce n'est qu'en protégeant davantage, qu'on gardera nos économies et nos sociétés ouvertes, tolérantes et compétitives.

En conclusion, Herman Van Rompuy a avoué que *"le débat sur le Brexit en Angleterre et la campagne américaine m'ont fait peur. Les valeurs de dialogue, d'écoute, de rationalité, de politesse, de respect, d'intérêt général, de vision à long terme, ont été bafouées. Et cela se passe aussi de plus en plus chez nous."* S'il faut une "Europe des résultats" pour faire reculer la peur, il faut aussi une Europe où on continue à chercher comment vivre ensemble, une Europe où on se respecte dans le langage, ce véhicule de valeurs.

Il faut "garder non seulement l'idée européenne, mais surtout l'âme de nos sociétés européennes et occidentales. Il faut transformer la peur en espoir. Je ne désespère pas, mais il y a urgence."

Après ces deux conférences, quatre élèves de l'Ecole Saint-Boniface, de Bruxelles, ont posé des questions aux deux intervenants, qui ont répondu tour à tour à leurs interrogations, reflets des préoccupations des jeunes d'aujourd'hui.

En conclusion, Herman Van Rompuy a avoué que *"le débat sur le Brexit en Angleterre et la campagne américaine m'ont fait peur. Les valeurs de dialogue, d'écoute, de rationalité, de politesse, de respect, d'intérêt général, de vision à long terme, ont été bafouées. Et cela se passe aussi de plus en plus chez nous."* S'il faut une "Europe des résultats" pour faire reculer la peur, il faut aussi une Europe où on continue à chercher comment vivre ensemble, une Europe où on se respecte dans le langage, ce véhicule de valeurs.

Il faut *"garder non seulement l'idée européenne, mais surtout l'âme de nos sociétés européennes et occidentales. Il faut transformer la peur en espoir. Je ne désespère pas, mais il y a urgence."*

Après ces deux conférences, quatre élèves de l'Ecole Saint-Boniface, de Bruxelles, ont posé des questions aux deux intervenants, qui ont répondu tour à tour à leurs interrogations, reflets des préoccupations des jeunes d'aujourd'hui.

Jean-Jacques Durré
Directeur de la rédaction CathoBel